

Le 7, le 8, le 9 mars et tant qu'il faudra grève générale pour nos retraites !

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le recul de deux ans de l'âge de la retraite, sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation, celle du monde du travail et de la jeunesse, qu'il faut compter.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous payer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisations imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

« À l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ? »

Après cinq journées de mobilisation massives depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture, interpellé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

En L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en s'organisant, à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, mais aussi le lendemain, pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concernent toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées.

Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève. Et le 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Alors préparons-nous à faire plier Macron par la grève... jusqu'au retrait !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET AUX MANIFESTATIONS

mardi 7 mars 14h place Mazelle, suivie d'un meeting interprofessionnel (campus du Saulcy)
Mercredi 8 mars 14h devant le Centre Pompidou, suivie d'une AG interpro

Caisse de grève et de solidarité du secteur social et médico-social
Soutenons les luttes



Pour nos retraites et le social

Dans le social nous faisons face aux conditions de travail dégradées : salaires souvent bas, postes vacants, surcharge de travail. Sans parler des difficultés sanitaires et sociales de plus en plus importantes, que rencontre le public, et du manque de solutions adaptées pour y répondre. Alors qu'un mouvement de fond émerge dans le secteur depuis quelques temps, la lutte contre la réforme des retraites peut servir d'appui pour exiger une vraie politique de solidarité ! Alors participons massivement à la grève pour le retrait de la réforme des retraites et apportons-y toutes nos revendications.

Pour organiser la bataille, les étudiant-e-s de l'IRTS peuvent participer à l'assemblée générale étudiante qui se déroulera le mardi 7 mars avant la manifestation à 12h30 sur le campus du Saulcy.

Précarité étudiante : entre mépris et concurrence

Dans les Yvelines, à l'école du travail social de Buc Ressources, près de 35 % des étudiant-e-s déclarent sauter un repas pour des raisons financières (et à Metz ?) C'est pourquoi ces étudiant-e-s tentent de ne compter que sur eux-mêmes en créant une boutique qui proposera notamment des invendus alimentaires.

Cette situation est à l'image du secteur social et médico-social. D'un côté, les députés macronistes et républicains rejettent les repas universitaires à un euro (dont la majorité des étudiant-e-s en travail social étaient par ailleurs déjà privé-e-s comme une grande partie des droits étudiants !). De l'autre, le projet des étudiant-e-s a été mis en concurrence parmi plus de 650 autres projets lors du budget participatif écologique et solidaire de la Région Ile de France. Une façon de dire que nos vies ne comptent pas et que les futur-e-s professionnel-le-s doivent s'adapter très tôt à la concurrence généralisée ainsi qu'à être des gestionnaires de la misère... à l'image de l'évolution de notre secteur !

Hébergement d'urgence : le problème c'est le manque de places et de personnels

Le 115, le service d'appel de l'hébergement d'urgence est assailli de demandes. Pour peut-être obtenir une place, il faut appeler, attendre, rappeler encore et encore... Et mieux vaut ne pas un être un jeune homme seul. Pour Michel Gocel - le directeur de l'association Est Accompagnement, qui gère le 115 en Moselle, et accessoirement membre du bureau de Nexem, le syndicat des employeurs du secteur social et médico-social - les tensions dans l'hébergement sont principalement dues aux délais de procédures. C'est en tout cas ce qu'il explique dans une interview au Républicain Lorrain. Le problème serait la procédure de demande d'asile avec son traitement certes trop long, et les recours que peuvent former les déboutés. Un point de vue pratique : Gocel rêve de sortir des demandeurs d'asile des hébergements. La création de places n'est pas aux programmes des décideurs...

Les riches se gavent, grand temps de les faire payer

« Records historiques », « On atteint des sommets », « Une santé insolente », « Un optimisme à toute épreuve », « Début d'année en fanfare ». Observateurs et médias spécialisés ne tarissent pas d'éloges sur la bonne santé des Bourses des valeurs de Londres et de Paris. Du côté de la capitale britannique, l'indice FTSE 100 a dépassé les 8 000 points pour la première fois de son histoire alors qu'en France le CAC 40 a enregistré un nouveau record à 7 387,29 points. Tirés par l'industrie du luxe, l'énergie, les banques et les marchands de canons, les marchés financiers prospèrent. Pendant ce temps, un peu partout, le niveau de vie des classes populaires stagne, voire baisse. Et les personnes que nous accompagnons connaissent des situations toujours plus dégradées. Mais, comme le dit la chanson : « Ça branle dans le manche... et gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront. »

Le Conseil Départemental fait un tri parmi les exclus du Ségur

Le 9 février, le couperet est tombé au Conseil Départemental de Moselle (CD 57) concernant l'application du Ségur. Les travailleurs sociaux qui occupent des fonctions d'accompagnement toucheront - enfin - le complément de traitement indiciaire dit Ségur c'est-à-dire plus 192 € net par mois. Parmi les exclus le président du CD 57, Patrick Weiten, a fait le choix d'en rattraper certains en leur octroyant une prime équivalente. Pas les travailleurs sociaux de la CRIP, pas les assistantes familiales, pas même les secrétaires médico-sociales ou les agents d'accueils qui sont en première ligne avec les plus bas salaires, pour lesquels il a promis une « réflexion »... Non, les chefs de services. Voilà qui en dit long sur sa conception du travail social. Mais celles et ceux qui restent exclus commencent à s'organiser et préparent leur mobilisation comme leurs homologues dans un grand nombre de départements.

Italie : un navire humanitaire immobilisé par les autorités

Les autorités italiennes ont immobilisé un navire humanitaire de Médecins sans frontières (MSF), accusé d'avoir enfreint les nouvelles règles sur les missions de sauvetage de migrants en Méditerranée. Le Geo Barents restera à quai dans un port sicilien pendant vingt jours et l'ONG devra payer une amende comprise entre 2 000 et 10 000 euros. La mise sous séquestre a eu lieu alors que le Geo Barents se trouvait en Sicile, quelques heures seulement après que le Parlement, dominé par l'extrême droite, a adopté les nouvelles règles controversées sur le sauvetage des migrants. Le bateau de MSF avait débarqué à Ancône, le 17 février dernier, 48 naufragés sans avoir fourni aux autorités toutes les informations requises. La cheffe du gouvernement, Giorgia Meloni, leader du parti néo-fasciste Fratelli d'Italia, a fait de la lutte contre les migrants et ceux qui les soutiennent un des axes de sa politique. Finalement en ligne avec la plupart des autres pays de l'Union européenne..

